

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 4 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le PS est mort et bien mort !**
- 2) **Ils ne veulent pas voter...**
- 3) **Ils demandent sa tête !!**
- 4) **Au secours !**
- 5) **Mon métier : banquier...**
- 6) **Un débat de comptoir...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Pour Le Foll et Cambadélis, "c'est la fin du PS"



Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, le 15 décembre 2015 à Paris. - François Guillot - AFP

Pour Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, et Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, le Parti socialiste est définitivement enterré. Le Premier secrétaire du parti a affirmé que la refonte allait commencer dès les législatives.

Jean-Christophe Cambadélis premier secrétaire du PS et Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement, ont entériné la mort du Parti socialiste après l'échec subit par Benoît Hamon lors de l'élection présidentielle, qui a obtenu seulement 6,36% des voix.

Dans un entretien au Parisien, Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture a affirmé que "c'est la fin du PS tel qu'il a vécu jusqu'ici".

"Entre Benoît Hamon et Emmanuel Macron"

"Ce parti aurait dû se situer durant cette campagne dans une forme de synthèse entre Benoît Hamon et Emmanuel Macron. Il va falloir regarder les choses avec beaucoup de lucidité et de responsabilité. Et puis il faut regarder ce que propose Emmanuel Macron", a-t-il affirmé citant la suppression de la taxe d'habitation voulue par le candidat d'En Marche!, et la réduction du nombre d'élèves par classe comme "bonnes pistes".

Cambadélis annonce du changement dès les législatives

Pour Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti Socialiste, "le parti d'Epinay est mort et bien mort" a-t-il affirmé sur les ondes de RFI. "Il est clair qu'il faudra une reconstruction voire une refondation" a-t-il ajouté, affirmant vouloir commencer cette refonte dès les élections législatives.

"On va commencer d'emblée, c'est-à-dire que nous n'allons pas attendre un congrès de refondation dans un an ou je ne sais quand. Dès les élections législatives, nous allons renouveler profondément notre plateforme et surtout les candidats que nous présenterons dans cette élection. On ne reconnaîtra plus le le Parti socialiste. Il y aura des nouveaux candidats partout", a annoncé Jean-Christophe Cambadélis.

G.D.

II) Guaino, Ciotti, Sens Commun... cette droite qui n'appelle pas à voter Macron

Paul Chaulet



Eric Ciotti ne donne aucune consigne de vote pour le second tour de l'élection présidentielle. REUTERS/Eric

Plusieurs responsables LR refusent de prendre position dans le duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, après l'élimination de François Fillon au premier tour de la présidentielle.

François Fillon n'a pas hésité. Dès l'annonce de son élimination au premier tour de la présidentielle, l'ancien Premier ministre a appelé à voter en faveur d'Emmanuel Macron face à Marine Le Pen. "L'abstention n'est pas dans mes gènes", a-t-il affirmé. Si cette stratégie du front républicain est adoptée par la majorité des élus de droite, plusieurs responsables LR refusent de choisir entre le candidat d'En Marche! et la présidente du Front national.

A commencer par Henri Guaino. Le député des Yvelines a confié à Marianne qu'il ne voterait pour aucun des deux finalistes. "Voter Macron, c'est voter pour le système que je désapprouve", glisse l'ex-plume de Nicolas Sarkozy. Proche de François Fillon, Eric Ciotti refuse également de prendre position dans ce duel. Ciotti s'en prend à Macron

Dans un communiqué, le député des Alpes-Maritimes s'en prend vivement à Emmanuel Macron, "héritier légitime d'un quinquennat désastreux", tout en critiquant Marine Le Pen, "dont le programme et les idées représenteraient un danger pour notre pays". "J'appelle dès maintenant notre famille à se rassembler pour les

élections législatives", conclut-il, enjambant la présidentielle. Une réaction qui a choqué Christian Estrosi, autrefois proche d'Eric Ciotti.



Christian Estrosi @cestrosi
Je suis triste qu'@ECiotti appelle à continuer combat ctre @EmmanuelMacron face au #FN. Je pensais que ns partagions mêmes principes #Les4V

Sans surprise, les élus LR réticents à apporter leur soutien au fondateur d'En Marche! appartiennent à l'aile droite des Républicains. "Les Français sont assez matures pour ne pas avoir besoin de consigne de vote", a indiqué ce lundi Nadine Morano sur France Info, regrettant le manque de propositions d'Emmanuel Macron pour combattre "l'islam radical".



Nadine Morano @nadine__morano
Quelle incohérence d'appeler à voter pour Emmanuel Hollande. Autant mettre la clef sous la porte des Republicains. Priorité les législatives

La droite conservatrice n'est pas non plus emballée à l'idée de voter Emmanuel Macron, qui se proclame "candidat des progressistes". Sens Commun, émanation politique de la Manif Pour Tous et soutien actif de François Fillon, renvoie les deux finalistes dos à dos.

Sens Commun refuse de choisir

"Comment choisir entre le chaos porté par Marine Le Pen et le pourrissement politique d'Emmanuel Macron?" a estimé son président, Christophe Billan, dans un entretien à Famille chrétienne. Sens commun laissera donc "à chacun sa liberté de conscience". Allié de LR, le Parti chrétien-démocrate refuse également de prendre position dans ce second tour.

Son président Jean-Frédéric Poisson - candidat malheureux à la primaire à droite - a rappelé sur RTL qu'il avait "combattu" à l'Assemblée nationale les projets de l'ancien ministre de l'Economie. Conservateur sur les questions de société et hostile au libéralisme économique, le PCD ne se retrouve pas dans la ligne d'Emmanuel Macron. Sa fondatrice Christine Boutin ne compte pas non plus accorder son suffrage à l'ancien banquier.



JeanFrédéric Poisson@jfpoisson78
J'ai combattu les projets d' @EmmanuelMacron à l'Assemblée nationale pendant des heures. Je n'appellerai pas à voter pour lui.



christine Boutin @christineboutin
⚠️ JAMAIS je ne donnerai mon vote @EmmanuelMacron J'appelle à la recomposition de la Droite pour défendre notre civilisation/mondialisation

L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy a même déclaré à l'AFP qu'elle jugeait "possible" de voter pour Marine Le Pen si la présidente du Front national s'engage sur des "points fondamentaux" à ses yeux. Idem pour le député de l'Aube Nicolas Dhuicq qui indique à L'Express qu'il votera à titre personnel "soit blanc soit Marine Le Pen". "Ca dépend de ma conscience", dit celui qui a "un problème avec le programme économique de Marine Le Pen qui est le même que celui de la gauche en 1981".

Enfin, certains responsables LR optent pour une position intermédiaire: appeler à ne pas voter Le Pen sans apporter le moindre soutien direct à Emmanuel Macron.

C'est le cas du député du Rhône Georges Fenech et de Laurent Wauquiez, vice-président du parti. Dimanche, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes a demandé "à ceux qui nous ont fait confiance de ne pas voter pour Marine Le Pen" et a demandé à sa famille politique de se concentrer sur les législatives. Battue dimanche, une partie de la droite espère prendre sa revanche sur Emmanuel Macron en juin prochain.

lexpress.fr

III) Ralliement de Dupont-Aignan à Le Pen : les maires de son agglomération demandent sa démission

Les maires des villes composant l'agglomération Val d'Yerres - Val de Seine ont demandé à l'unanimité, à Nicolas Dupont-Aignan (à droite),

président du conseil communautaire de démissionner. «Son rattachement à l'extrême droite pose un problème de valeurs pour notre agglomération», estime Georges Tron (à gauche), maire de Draveil et vice président de la Cavyvs.



Florian Loisy (avec N.G.)

Dans l'Essonne, l'alliance du maire de Yerres, Nicolas Dupont-Aignan, avec Marine Le Pen ne passe pas...

Une réunion d'urgence réunissant les maires des communes composant l'agglomération Val d'Yerres-Val de Seine* s'est tenue ce dimanche après-midi dans l'Essonne. «Nous étions tous là, à l'exception du président de l'agglomération, Nicolas Dupont-Aignan, le maire de Yerres», indique Georges Tron, édile (LR) de Draveil et vice-président de la Cavyvs. A l'ordre du jour, la position à adopter vis à vis de l'alliance entre Nicolas Dupont-Aignan (DLF) et Marine Le Pen (FN) au second tour de la présidentielle.

A l'unanimité, les huit maires de droite comme de gauche, ainsi que le président du conseil départemental, François Durovray (LR), ont rédigé et signé une lettre demandant au maire de Yerres, NDA, de «remettre à disposition son mandat d'élus communautaire.»

«Il y a un problème de valeur»

Cette démission du président réclamée par les vice-présidents de la Cavyvs sera envoyée à l'intéressé dès le début de la semaine. «Entendons nous bien, nous ne jugeons pas la position de

Nicolas Dupont-Aignan en tant que citoyen ou de maire, ça il s'en expliquera avec son équipe, commente Georges Tron. Mais nous parlons au nom de l'agglomération. Il y a un problème de valeur. Cette décision de se rattacher à l'extrême-droite sans même nous prévenir, est à mon sens indéfendable. Elle rompt le pacte communautaire et peut avoir une incidence sur la perception qu'ont les habitants de notre agglomération.»

Le courrier envoyé à Nicolas Dupont-Aignan :



* *Boussy-Saint-Antoine, Brunoy, Crosne, Draveil, Epinay-sous-Sénart, Montgeron, Quincy-sous-Sénart, Vigneux-sur-Seine, Yerres.*

leparisien.fr

Le Parisien

IV) Macron acceptera Valls dans sa majorité s'il quitte le PS

Le candidat à la présidentielle exclut toutefois de faire entrer l'ancien Premier ministre dans son gouvernement par souci de renouvellement.



Emmanuel Macron et Manuel Valls en 2015. - Philippe Wojazer/AP/SIPA

Manuel Valls peut faire partie de la majorité "s'il quitte le PS", a déclaré ce mardi matin le candidat à l'élection présidentielle Emmanuel Macron, alors que l'ancien Premier ministre souhaite garder son étiquette PS en vue des élections législatives.

"On a eu des désaccords mais si Manuel Valls est prêt à participer à cette majorité présidentielle et à quitter le PS, il le pourra", a indiqué Emmanuel Macron sur BFMTV-RMC, même si l'ancien Premier ministre "ne sera pas au gouvernement" car Emmanuel Macron "veut renouveler".

En jeu : un siège de député pour Valls

Les socialistes ou les Républicains qui veulent recevoir l'investiture En Marche aux législatives doivent quitter leur parti parce que Emmanuel Macron veut "une cohérence forte (...) avec des hommes et des femmes qui considèrent que leurs destins sont liés". Il a redit son hostilité à "des alliances qui ne tiennent plus six mois plus tard parce qu'il y a un coup de chaud".

Sur franceinfo, le maire PS de Lyon et soutien d'Emmanuel Macron, Gérard Collomb, a un peu plus ouvert la porte à l'ancien Premier ministre, estimant que pour construire une future majorité, il faudrait "passer des alliances avec la gauche réformiste".

"Manuel Valls, s'il maintient son positionnement qui est courageux, peut à un moment donné

rejoindre le mouvement" En Marche, a-t-il dit, assurant qu'il n'y aurait "pas de problème", que l'ancien Premier ministre "puisse avoir une investiture ou ne pas avoir de candidat en face de lui", s'il quitte le PS.

L'avenir des socialistes en question

Un peu plus tôt sur Europe 1, Manuel Valls avait appelé le PS à s'engager au sein d'une "majorité présidentielle forte et cohérente" sans attendre les législatives. "Le PS devra assumer ses responsabilités, les sociaux-démocrates, les progressistes doivent en faire partie (de cette majorité présidentielle)", a appelé Manuel Valls. Pour les législatives, "le PS devra clarifier cette position, il ne peut pas être dans le ni-ni, dans une campagne autonome", a-t-il jugé.

Cependant Manuel Valls, candidat dans son fief d'Evry (Essonne), "n'abandonne aucune étiquette. On n'efface pas une vie politique, un engagement en quelques heures, en quelques jours (...) J'ai été désigné par le PS et personne ne peut m'enlever cette étiquette".

Mais le PS "devra se dépasser", a-t-il redit, en indiquant n'avoir plus de raison d'être dans le même parti que "des socialistes qui espèrent encore des alliances avec Mélenchon". "Qu'avons-nous à faire ensemble ? Plus rien. Nous sommes bien sûr sur l'essentiel face à

l'extrême droite, mais demain ? Nous n'avons plus rien à faire ensemble quand il s'agit de gouverner", a-t-il tranché.

Source AFP

LesEchos.fr

V) Macron, Rothschild et l'épouvantail du banquier croquant le peuple



Claude Askolovitch slate.fr

Le passé du candidat En Marche! à la banque Rothschild concentre une large partie des reproches qui lui sont faits par tous ses adversaires. À la fin des années 1960, Pompidou le banquier attisait déjà les fantasmes.



JOEL SAGET / AFP

Ce fut une interrogation entêtante, en février 2015, quand la loi Macron battait son plein. Le ministre de l'Économie voulait réformer la justice du travail, trop lente, et des conseillers prudhommaux virent dans le projet la vengeance d'un ancien dirigeant de la banque Rothschild (1); en janvier 2012, la banque avait été lourdement frappée par les prudhommes, condamnée à verser plus de 3 millions d'euros à une salariée licenciée abusivement. Le ci-devant directeur associé Macron réglait donc des comptes? «Absurde», répondit Bercy. Le bruit se dissipa. Il en reste pourtant quelque chose, au moment où le destin approche: la part de soupçon qui s'attache à un parcours, quand ce parcours est passé par un fantasme.

La banque. La grande banque, la banque d'affaires, la banque Rothschild. Marine Le Pen en fait des vulgarités de tribune pour sauver sa campagne, et Mélenchon un prétexte pour détourner ses troupes de «l'extrême finance». Macron s'en justifie. «Je ne suis pas inféodé aux banques», dit-il; il a agi, ministre, contre leur monopole! C'est exact. Ça n'a aucune importance pour ses contempteurs. L'image suffit, et l'adéquation. Un homme libéral a été banquier. La paresse intellectuelle est l'ersatz de la sociologie politique.

Tout un slogan

Jadis, on s'étonnait qu'un ancien ajusteur, Pierre Bérégoovoy, soit devenu un socialiste dérégulateur, dont le Financial Times vantait les mérites. Bérégoovoy, ouvrier d'origine, assigné à cette identité, devenait une figure du malheur prolétaire, condamné par son ascension à agir contre sa classe. Aujourd'hui, Macron est banquier comme Bérégoovoy était ouvrier. Il est cohérent, comme «Béré» était aberrant. On tisse des narrations de café du commerce. Macron «est» banquier, pour quatre ans de sa vie qui l'ont rendu riche. Qui se souvient aujourd'hui qu'Henri Emmanuelli est également passé par là avant lui?

Ces mots, «l'ancien banquier chez Rothschild», l'accompagnent depuis que la politique l'a découvert. Ils n'étaient pas méchants, au début. L'ancien banquier de chez Rothschild, qui connaissait les patrons, avait le mérite de leur parler; le secrétaire général adjoint de l'Élysée maintenait un contact avec le monde de l'entreprise, quand le socialisme s'illusionnait encore de la taxe à 75% et autres cookies de campagne. Ce fut une première narration. Elle s'inversa quand Macron devint ministre, en aout 2014. L'ancien banquier à Bercy devint la proie des slogans.

«Monsieur le banquier»

Les communistes dénonçaient «une politique plus droitnière que jamais, symbolisée par l'arrivée d'Emmanuel Macron, homme-clé des banques et de la finance». Le député socialiste frondeur Jean-Marc Germain soupirait sur Twitter: «Mettre un financier à l'industrie alors que notre pays a souffert de la mainmise de la finance, ce n'est pas un bon signe.» Nadine Morano, chañon manquant entre le frontisme et la droite sarkozyenne, ironisait: «Macron, ancien de chez Rothschild, ministre de l'Éco. Le reniement c'est maintenant». Florian Philippot actait une

«officialisation de la domination de la grande finance».

Les extrêmes et les mécontents s'étaient trouvés un ennemi commun. Après avoir ironisé, «chez nous, il ne faut pas avoir fait ses classes à la banque Rothschild pour parler d'économie», Marine Le Pen étrennerait en octobre 2014 ce qui est aujourd'hui son antienne: «Emmanuel Macron est un banquier. Il défend l'intérêt des banques contraire aux intérêts des peuples.» Illustrant déjà cette convergence obscure qui mine la fin de la campagne, Jean-Luc Mélenchon monterait en violence. En octobre 2014 –Macron ayant exprimé le souhait d'une réforme «sans tabou» de l'assurance chômage, aujourd'hui à son programme présidentiel–, il fustigeait «Monsieur le banquier»:

«Regardez comme ces gens sont ignobles! Ils parlent de tabou, mais ce n'est pas un tabou, Monsieur le banquier, c'est un acquis social!»

Quelques mois plus tard, en juin 2015, il serait haineux:

«Ce type est sinistre. Il n'a jamais été élu, il est le résultat du fait du prince, il sort d'une banque pour arriver au pouvoir et accabler les autres de son mépris. Je n'ai pas que du mépris, j'ai aussi du dégoût. J'exprime une révolte: comme moi, des millions d'hommes et de femmes de gauche sont humiliés d'être représentés par des gens pareils, qui n'ont rien à voir avec nous.»

En 1962 déjà, «l'hyper-capitalisme sans patrie»

Un banquier peut-il être « nous »? En avril 1962, le Général de Gaulle appelle à Matignon un agrégé de Lettres, qui ne s'est pas contenté d'enseigner. Georges Pompidou est passé chez Rothschild, où il a fait une belle carrière depuis 1954, homme de dossiers africains puis directeur général et intime du Baron Guy. On lit alors ceci dans Rivarol, hebdomadaire fasciste, sous la plume de Lucien Rebatet, écrivain collaborationniste ayant échappé au peloton par une grâce présidentielle, qui en appelle aux insoumis de son camp:

«Un “Rothschild” installé sur le trône auxiliaire; le coup est dur. Cette omnipotence affichée de l'hyper-capitalisme sans patrie, quel plus bel argument pour les thèses dont nous n'avons jamais démordu, celles de notre nationalisme et de notre socialisme.»

À la jeunesse qui communit avec nous dans le mépris d'une bourgeoisie hébétée ou putride, de ces politiciens de l'égout, que ce soit notre mot d'espoir. Que ce soit son cri de ralliement, net et dur.»

Plus classique, le Parti communiste de Maurice Thorez, alors une puissance, sort un communiqué sibérien: «Le remaniement ministériel annoncé contribuera à installer plus ouvertement encore aux fonctions d'État les hommes des banques et des monopoles, comme Pompidou, directeur de la banque Rothschild et administrateur de nombreuses sociétés capitalistes.»

Fascination haineuse

Fascination des habitudes. Les mêmes mots, quasiment, les mêmes référents, les mêmes violences, à un demi-siècle d'intervalle, venus aussi bien de la gauche extrême que du fascisme. Mélenchon, Le Pen, Rebatet, Thorez, font résonner le même rejet du banquier, sans lien avec le peuple, ennemi de son pays, et dont la seule existence justifie la révolte. Évidemment, comparer Mélenchon à Rebatet est imbécile et insultant? Mais la fascination est ici: le banquier de chez Rothschild fait converger des haines que l'on croirait incompatibles. Extrême droite et révolutionnaires se haïssent, mais haïssent le banquier et Rothschild. On devine les gouffres qui s'ouvrent, alors, sous nos débats publics...

Et en même temps, la banque n'est pas un objet neutre, ni un corps préservé. Il n'y a pas de fumée sans feu, ni de haine sans ambiguïté. La grande banque, dont Rothschild est l'emblème, se mêle de politique depuis la nuit des temps. C'est par Alphonse de Rothschild que la France se releva après la défaite de 1871, quand le banquier aida le pays à payer l'indemnité de guerre exigée par l'Allemagne. Cet Alphonse était aussi du Jockey-Club, du Consistoire israélite (les gouffres s'ouvrent à nouveau), conseiller général de Seine-et-Marne, bâtisseur de chemins de fer. C'était un monde. La banque était le partenaire de l'État. Georges Pompidou, l'amoureux de Racine et de la poésie qui soupesait la fugacité des hommes, cigarette ironique aux becs, s'inscrivait dans cette histoire.

«Pompidou, il veut gagner de l'argent»

Quand il la rejoint, la banque, dirigée par Guy, petit-fils d'Alphonse a quelques liens avec le gaullisme: c'est en cherchant des finances pour le RPF, le parti du Général sous la IV^e République,

que Pompidou a rencontré la rue Lafitte. Ainsi se nouaient les carrières. Il n'y avait pas de honte? Rothschild, quand même, posait une question. «Pompidou, il veut gagner de l'argent», avait confié De Gaulle à François Bloch-Lainé, haut fonctionnaire qui lui suggérait de prendre l'Auvergnat aux Finances. Matignon, ce serait autre chose? Pompidou était d'une solidité sans faille. Son travail chez Rothschild lui avait, aussi, servi de couverture, pour préparer les négociations du pouvoir avec les indépendantistes algériens. Il avait hésité entre «le monde des affaires», ainsi parlait-on, et le service de l'Etat. Il aurait un destin national.

«M. Pompidou, en quittant les affaires privées, a abandonné une situation très confortable et un avenir florissant qui lui était offert pour répondre à l'appel du général de Gaulle. Qui peut en dire autant?»

L'époque était moins prude que la nôtre. Parler de la Banque n'était pas outrancier. En 1965, les États-Unis avaient imposé un quasi-embargo sur le nickel français, pénalisant une grande entreprise nationale, «Nickel». Le Monde commentait tranquillement:

«En déclarant la guerre contre Le Nickel, Washington aurait, d'autre part, voulu porter un coup personnel au général de Gaulle. Tous les commentateurs américains insistent en effet sur la place précédemment occupée par M. Pompidou dans le groupe Rothschild, qui contrôle l'importante société française.»

Quand Pompidou serait remplacé comme Premier ministre par Maurice Couve de Murville, on pourrait lire, toujours dans Le Monde, qu'un homme de chez Rothschild était remplacé par un «grand commis de l'État», apparenté par son épouse –«la discrète et souriante Mme Couve de Murville, née Jacqueline Schweisguth»– à la «haute banque protestante».

«Moi, j'ai décidé de diviser mon salaire par quinze»

C'était le pouvoir, et les élites immuables. La classe dirigeante n'était pas un vain mot. Pompidou, qui n'en venait pas, enfant du Cantal, fils d'enseignant, en avait adopté les codes. Il restait, gouvernant, un Rothschild adopté: un étalon de l'écurie maison, Orvilliers, avait été baptisé du nom de ce village où le beau Georges avait sa résidence secondaire! Ce n'était pas un drame. Le capitalisme prospérait dans les trente glorieuses, et la société faisait mouvement, dans

un antidote à l'aigreur. Pompidou jouissait bellement de la vie, et sa Porsche était garée dans la cour de l'hôtel de Matignon. Il ne se cachait pas, mais, venu du peuple, il savait pourtant que la méfiance existait, jamais éteinte.

En 1969, quand il serait candidat à l'Élysée, ses équipes de campagne fourniraient des argumentaires aux militants:

«M. Pompidou, en quittant les affaires privées, a abandonné une situation très confortable et un avenir florissant qui lui était offert pour répondre à l'appel du général de Gaulle. Qui peut en dire autant? M. Pompidou ne prétend pas être misérable. Mais il n'a pas de fortune. La preuve, c'est que lorsque l'immeuble où il habite a été vendu par appartements, il est le seul à n'avoir pu acheter le sien, dont il est resté locataire.»

Comme la haine, les défenses ne se renouvellent pas. M. Pompidou a quitté une bonne situation, disait-on en 1969, pour servir l'État? «Moi, j'ai décidé de diviser mon salaire par quinze pour devenir conseiller du président de la République en 2012. Chiche! Faites-le», répliquait Emmanuel Macron il y a quelques semaines aux journalistes d'Explicite, une nouvelle fois interrogé sur ses émoluments millionnaires au temps de Rothschild.

La même image, la même vérité! Elle sert à Macron depuis 2014; ses biographes parlaient plutôt d'un salaire divisé par dix, chiffre plus simple à imaginer. Qu'importe! Seule la démarche importe, pompidolienne ou macronienne: renoncer aux affaires et à la prospérité pour l'intérêt général!

Le monde d'avant

Ce parallèle laisse rêveur. Il y a du Pompidou chez Macron, dans le parcours comme dans les regrets. La Province, dont on vient. La banque, comme accouchement à la puissance. Avoir été choisi par le pouvoir, et avoir su s'émanciper de son maître: Pompidou avait sapé De Gaulle aussi bien que Macron empêcha Hollande (et l'on sent bien que cette comparaison est déroutante). La nostalgie des livres aussi, de ce qu'on n'a pas été. On disait de Pompidou qu'il ne regrettait que cela, n'avoir pas écrit au-delà d'une anthologie de la poésie française. Macron n'a rien publié, si ce n'est son livre-programme, qui n'était pas un livre, mais une preuve politique. La politique venue comme un hasard, puis une nécessité. La capacité à s'imposer à un monde –les vrais

gaullistes, trempés dans la Résistance à laquelle Pompidou n'avait pas participé, ou les socialistes de pouvoir, dépassés par un homme jeune et sans remord— auquel on est étranger. Et puis Rothschild. Ici culmine la ressemblance, mais elle cesse aussitôt.

Entre les Rothschild de Pompidou et celui de Macron, trop de crises sont passées. Les vieux mondes se sont émiettés. L'entre-soi d'une société prospère, en développement industriel, nourrissait l'entente de la banque et de l'État, depuis la Restauration jusqu'au pompidolisme. On prenait des parts de marché aux colonies, dans l'Outremer, et l'on structurait l'hexagone. Dans la France écorchée de la mondialisation, chacun vit sa vie, et les rencontres sont des accomplissements individuels. L'État se crispe et la banque a muté, et les banquiers aussi. Brillants sans doute, philosophes à leurs heures, tel l'ancien patron de Macron, d'ambitions sans nul doute, mais mus par des logiques et des destins éclatés

«J'assume»

Les banques ont perdu leur superbe dans la grande crise; elles sont de la flibuste, quand elles étaient la Royale. On maîtrise l'art des négociations, quand, jadis, on régenteait la place. C'est en négociant un deal entre le suisse Nestlé et l'américain Pfizer que Macron est entré dans la légende des Fusacs, les fusions-acquisitions, batailles maitresses des banques d'affaires quand le capitalisme se recompose. Les sommes sont colossales, et les enjeux déconnectées. L'étrangeté de cet univers nourrit le cliché; sous Pompidou, on voyait tout!

«L'argent n'est pas l'alpha et l'oméga de tout. Je ne fétichise pas l'argent sans avoir non plus de rapport hypocrite avec lui. Je ne considère pas scandaleux d'en gagner»

Emmanuel Macron

Désormais, on imagine. Cela n'aide pas. Les haines d'antan fonctionnaient à l'habitude, nées de la lutte des classes à l'extrême gauche, de l'antisémitisme mixé d'anticapitalisme à l'extrême droite. Désormais, on suppute les causes cachées, les complots, les non-dits. On élabore mille scénarii. On ne peut plus entendre que le banquier est un homme, si l'on s'abandonne: Pompidou, en somme, avait une partie plus facile que Macron. L'argent s'est étalé, et en même temps sent le soufre; en 2010, jeune

banquier, Macron devait déjà s'en défendre, dans la revue de Sciences Po, et construisait son «j'assume», qui le barde aujourd'hui:

«Il n'en reste pas moins qu'un banquier gagne extrêmement bien sa vie. L'argent n'est pas l'alpha et l'oméga de tout. Je ne fétichise pas l'argent sans avoir non plus de rapport hypocrite avec lui. Je ne considère pas scandaleux d'en gagner.»

Pas scandaleux? Sans doute? L'entend-on, de l'autre côté?

Émancipé

Tout ceci est un peu injuste, mais nul n'échappe à son temps. Macron n'a pas de voiture, si Pompidou avait une Porsche. Macron n'a fait que passer par la banque, quand Pompidou y imagina sa vie. Macron utilise les armes de la finance contre le capitalisme, quand Pompidou était, fidèle, un gardien de l'ordre et des hiérarchies prospères. Macron doit refaire société dans un pays éclaté, quand Pompidou connaissait une France cohérente. Rien ne tient, sauf l'apparence. L'État superbe a dû apprendre la ruse, et ses meilleurs enfants sont devenus malins. Ce n'est pas à la banque que Macron a nourri ses idéologies, mais dans des lectures et des cercles progressistes, dans l'héritage de la social-démocratie ou de la démocratie sociale. La banque l'a émancipé du besoin mais ne l'a pas modelé. Banquier, il fréquentait Rocard, Hollande, la fondation Jean-Jaurès; banquier, il apprenait; un jour, il rendrait?

Quand il était ministre, Macron, voulant imposer un garde-fou aux ambitions de Carlos Ghosn, le patron de Renault-Nissan, avait utilisé pour l'État ce que la banque lui avait appris, achetant des actions et guerroyant en conseil d'administration, jouant le jeu méchant du libéralisme. Lui qu'on accusait de trahir la gauche, parce qu'étant passé par Rothschild, prétendait plutôt être un gouvernant complet, n'ignorant rien des mœurs de la finance, et sachant les retourner. Il était, donc, duplice mais pour la bonne cause, rusé, mais au contraire de ce dont on le taxait? Banquier, certes, ci-devant Rothschild, mais en même temps... Ce raisonnement, sans doute, est trop subtil pour les bêtises ambiantes, qui préfèrent les complots bien tenus.

AVERTISSEMENT: Macron a travaillé à la banque David de Rothschild. L'actionnaire de Slate est la famille Benjamin et Ariane de Rothschild. Les deux maisons sont distinctes et indépendantes. Retourner à l'article

V) Avec Le Pen, l'impossible débat

Par Nathalie Raulin, Dominique Albertini et Guillaume Gendron, photo Boris Allin



Lors du débat télévisé entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen le 3 mai. Photo Boris Allin. Hans Lucas pour Libération

D'agressions en invectives démagogiques, la candidate d'extrême droite aura plombé l'échange, obligeant souvent Emmanuel Macron, plus précis, à rester sur la défensive.

Il n'y a pas eu de tour de chauffe. Il est 21 heures passées de quelques minutes, mercredi, et l'unique débat de l'entre-deux-tours entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron vient de commencer. La première a déjà reproché au second son «rictus» et la «froideur du banquier d'affaires [qu'il n'a] probablement jamais cessé d'être» ; le second l'a déjà présentée comme «la véritable héritière de l'extrême droite française, un système qui prospère sur la haine». Premières étincelles d'une opposition qui n'en aura pas manqué : sur le fond, entre deux projets radicalement opposés, peut-être plus que lors d'aucune autre présidentielle ; et sur la forme, dans des échanges semés d'invectives et d'insinuations, qui ont à plusieurs reprises plongé le débat dans la plus grande confusion.

Ton professoral

Dans ce débat tendu, Emmanuel Macron prend rapidement l'avantage. Face à une adversaire dont il connaît l'impulsivité, et dont il a récemment condamné la «grossièreté» en meeting, le candidat d'En marche laisse venir. Laisant Marine Le Pen multiplier les offensives et prendre le risque de l'agressivité et de l'approximation. Et dénonçant quant à lui, à de nombreuses reprises, les «bêtises» de la candidate du Front national. Celle-ci accuse d'abord l'ancien ministre d'avoir favorisé, pour de sombres motifs, la vente de l'opérateur mobile SFR au milliardaire Patrick Drahi (actionnaire de Libération). «Vous n'avez pas d'esprit national, ne défendez pas l'intérêt

supérieur de la nation mais des intérêts privés», lance-t-elle. «Madame Le Pen vous êtes en train de lire une fiche qui ne correspond pas au dossier dont vous parlez, c'est triste pour vous...» réplique calmement Macron, en allusion aux notes qui parsèment la table de son adversaire et qui faisaient référence à un autre dossier industriel, la vente d'Alstom à General Electric. Une pique assénée sur un ton professoral qu'il a du mal à quitter, et qu'elle ne manque pas de relever.

La contre-attaque ne refroidit pas Marine Le Pen. Dans les débats du premier tour, la présidente (en congés) du Front national avait misé sur une relative réserve au-dessus d'une mêlée de onze candidats. Face à un unique adversaire, dont les derniers sondages indiquent qu'il la devance largement, Marine Le Pen doit faire du dégât. Sans nuance. Emmanuel Macron évoque sa visite auprès des salariés de Whirlpool, la frontiste rappelle que ceux-ci l'ont «hué». L'ancien ministre évoque le pouvoir d'achat, la candidate FN le décrit, elle, en candidat du «pouvoir d'acheter la France». Et ajoute : «C'est important votre philosophie, tout est à vendre et à acheter, y compris les ventres.» Accusant (à tort) son adversaire d'être favorable à la gestation pour autrui. Deux constantes dans ce mitraillage : l'accusation de collusion avec de puissants intérêts privés, «ultralibéraux» et «mondialistes», dont Emmanuel Macron ne serait que l'homme de paille ; et le retour permanent au bilan de François Hollande, dont Marine Le Pen tient comptable celui qu'elle appelle parfois «monsieur le ministre».

Propositions radicales

Une heure après le début du débat, la tension n'est pas retombée. Sur le financement de leurs programmes respectifs, les échanges tournent même à la cacophonie. Macron l'accuse de vouloir «faire des cadeaux pas financés». Sourire aux lèvres, Le Pen recycle le slogan antifilloniste en disant qu'elle veut simplement «rendre l'argent aux Français». C'est un Macron gourmand qui lance alors sa contradictrice sur le projet du FN en matière de retraites, récemment édulcoré et qu'il juge «infinançable». «Avec Fillon vous avez des points communs quand il s'agit de mettre en place des mesures ultralibérales», rétorque Marine Le Pen, évoquant le projet de réforme de retraite à points du candidat d'En marche.

S'il est un terrain sur lequel la candidate du FN compte prendre l'avantage sur l'ancien ministre, c'est le terrorisme. Expulsions, retour des

frontières, déchéance de nationalité : c'est une série de propositions radicales qu'elle oppose au programme, jugé «inexistant et laxiste», de Macron en la matière. Marine Le Pen va même plus loin, accusant son adversaire de «soumission» à la mouvance islamiste. S'ensuit un immense tunnel d'accusations non fondées de connivence de Macron vis-à-vis de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Ce dernier tente, en retour, de déconstruire le programme frontiste par l'ironie : «Les terroristes sont des gens qui se suicident. Quelqu'un qui est dans cet état d'esprit, la déchéance de nationalité de madame Le Pen, ça le fait trembler.» «Donc vous attendez l'attentat !» sursaute l'intéressée. «Je ne tombe pas dans le piège des sauts de cabri», répond Macron, qui dépeint Le Pen comme l'incarnation «radicale» de ce que souhaite plus que tous les jihadistes. «Ils nous tendent le piège de la guerre civile, celui que vous portez.»

Les positions s'inversent vers 23 heures, au moment d'aborder la question européenne. Sujet tardif mais crucial, tant il est apparu ces derniers jours comme un point faible de Marine Le Pen. C'est alors Emmanuel Macron qui se fait interrogateur et offensif, tentant de pousser la frontiste dans ses retranchements : «L'euro, c'est important. On en sort ou pas ? Je n'ai pas bien compris.» «Il y aura le franc», répond-elle. «Donc on revient vraiment au franc ?» relance Macron. L'ex-ministre de l'Economie joue sur du velours : prise entre l'importance de cette mesure dans son programme et son rejet dans l'opinion, Marine Le Pen a élaboré un système complexe où coexistent une monnaie nationale et une unité de référence réservée aux Etats et aux banques centrales. C'est alors le «mondialiste» Macron qui se fait l'avocat des petites gens, «le paysan du Cantal, le producteur de pommes, tous ceux qui vendent leurs produits en euros... L'épargnant...» Autant de victimes potentielles du programme de Marine Le Pen, rebaptisée «grande prêtresse de la peur». La formule inspirera tout de même à la frontiste l'une de ses «meilleures» répliques : «De toute façon, après cette élection, la France sera dirigée par une femme : ce sera moi, ou madame Merkel.» Peut-être pas de quoi effacer l'incroyable confusion qui aura englouti le discours européen de la candidate en cette fin de campagne.

Dans la séquence diplomatique - qui n'en a que le nom vu le niveau de tension -, chacun s'accuse de «soumission». A l'Europe et l'Allemagne dans le cas de Macron vu par Le Pen. A Vladimir Poutine, dans le cas de la frontiste selon le candidat d'En marche. Ce dernier défend sa

ligne «gaullo-miterranéenne» face à Le Pen, qui se pose en adepte de la realpolitik, loin des «leçons de morale». Le débat dégénère à nouveau («La France mérite mieux» aura lancé une bonne dizaine de fois Macron tout au long du débat), au point que les journalistes doivent rappeler l'évidence et la bienséance : «Les Français vous regardent.»

«Vous êtes un danger pour les institutions»

Ne manquait à la discussion qu'un détour sur le terrain des affaires. Un dossier sur lequel les deux opposants ne sont pas à égalité, tant sont nombreuses les procédures visant Marine Le Pen, ses proches ou son mouvement. Macron s'en donne à cœur joie : «Le parti des affaires, c'est le vôtre. Celui qui ne va pas devant le juge, c'est le vôtre. [...] Quand les juges ne vous arrangent pas, vous dites qu'ils ne sont pas honnêtes. [...] Vous n'êtes, par ces propos, pas digne de présider les institutions. Vous êtes un danger pour elles.» Un réquisitoire auquel Marine Le Pen oppose cette étrange réplique : «D'accord, d'accord, d'accord, d'accord. J'espère qu'on n'apprendra pas que vous avez un compte caché aux Bahamas.» Une insinuation sans preuve, qui confirme un peu plus le naufrage lepéniste.

Nathalie Raulin , Dominique Albertini , Guillaume Gendron
photo Boris Allin



LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue